

## communiqué de presse

Dans un rapport qu'il a rendu public aujourd'hui, le Comité national d'action sur l'accès à la justice en matière civile et familiale affirme qu'il y a un grave problème d'accès à la justice au Canada et suggère que l'on accorde la priorité aux besoins du public dans un effort concerté déployé par tous les intervenants pour innover et apporter des changements fondamentaux. On peut consulter le texte intégral du rapport au [www.cfcj-fcjc.org/collaborations](http://www.cfcj-fcjc.org/collaborations).

Le Comité national d'action sur l'accès à la justice en matière civile et familiale est un groupe qui représente d'une façon générale l'ensemble des secteurs du système de justice civile et familiale ainsi que la population. Il a été établi à la demande de la Juge en chef du Canada, la très honorable Beverley McLachlin, en 2008 et plus de cinquante personnes et groupes de tous les secteurs du système de justice civile au Canada ont depuis participé à ses travaux.

Son rapport fait état d'un large consensus parmi tous ces intervenants sur le besoin urgent d'apporter de grands changements, et établit une feuille de route générale pour la réforme.

### **Le rapport**

Le Rapport démontre qu'il y a un grave problème d'accès à la justice au Canada. Malgré le travail acharné de nombreuses parties prenantes, il arrive trop souvent que le système n'aboutisse pas à des résultats justes satisfaisant aux besoins des gens qu'il est censé servir. Il faut s'occuper du système de toute urgence.

Le Comité d'action espère que son rapport définitif débouchera sur : (i) un accroissement mesurable et substantiel de l'accès à la justice en matière civile et familiale; (ii) un cadre stratégique national d'accès à la justice généralement reconnu et adopté; (iii) l'établissement par les autorités locales de stratégies et de mécanismes pour apporter des changements significatifs et durables; (iv) la constitution et le soutien d'un organisme national permanent ayant pour mandat de promouvoir les initiatives locales et nationales d'accès à la justice ainsi que d'en orienter et vérifier la mise en œuvre; (v) la transformation de l'accès à la justice civile et familiale en un sujet de discussion et de mobilisation général au sein de la population civile – une question qui touche chaque jour l'intérêt et le bien-être individuel et collectif; (vi) le positionnement de la population bien au centre de toutes les mesures valables d'éducation et de réforme dans le domaine de la justice civile et familiale.

Le Comité d'action organise, de concert avec des intervenants locaux, une série de réunions qui se tiendront partout au pays à compter de ce mois-ci et durant tout l'automne 2013. En outre, un colloque des dirigeants du système aura lieu en janvier 2014 à Toronto. Ces réunions ont pour objet de pousser les gens à agir.

Le juge Thomas Cromwell, qui a présidé le Comité d'action, a affirmé qu'[TRADUCTION] « [i]l est temps de voir grand ensemble et d'agir de façon décisive. Tous ceux et toutes celles d'entre nous qui sont responsables de l'administration de la justice doivent passer de la parole aux actes. »

## Réactions

**La juge en chef Beverley McLachlin**, qui a établi le Comité d'action, a reconnu la gravité du problème, mais a dit croire en la possibilité de vraiment améliorer les choses : [TRADUCTION] « Le large consensus parmi les intervenants siégeant au Comité d'action sur ces points est sans précédent et nous fournit une assise importante pour le changement. »

Pour sa part, le ministre de la Justice et procureur général de la Saskatchewan, **l'honorable Gordon Wyant**, a dit : [TRADUCTION] « J'accueille favorablement le rapport définitif du Comité d'action et l'accent qu'il met sur l'importance de résoudre les problèmes juridiques de tous les jours en matière civile et familiale. Je suis également en faveur de l'accent mis par le rapport sur l'importance d'un effort de réforme concerté. Le ministère de la Justice de la Saskatchewan s'engage à collaborer avec d'autres organismes de sa province et d'ailleurs au pays pour accroître l'accès à la justice. »

**L'hon. Elizabeth Crote** a dit : « Le Conseil canadien des juges en chef accueille favorablement la publication du rapport du Comité d'action, ainsi que la direction que ce rapport donne à l'amélioration de l'accès à la justice en matière civile et familiale. Les juges en chef des provinces reconnaissent l'importance d'un leadership judiciaire et sont prêts à s'engager dans un effort collaboratif essentiel au changement. »

**Mary Ellen Hodgins**, qui a siégé au Comité d'action en tant que représentante du public, a mentionné : [TRADUCTION] « C'est encourageant de voir ce vaste groupe de dirigeants réclamer des changements et adopter comme premier principe que le service du public doit primer dans tout effort de réforme. »

**Fred Headon**, président de l'Association du Barreau canadien qui a collaboré avec le Comité d'action, a dit : [TRADUCTION] « L'ABC accueille favorablement ce rapport d'importance et se réjouit de la mesure dans laquelle ses objectifs cadrent avec les 31 objectifs énoncés dans le rapport intitulé *Atteindre l'égalité devant la justice* qu'elle a diffusé le mois dernier. La direction et la coordination assurées par le Comité d'action national sont la clé de la réussite de nos efforts communs en vue d'atteindre l'égalité devant la justice au Canada. »

**Gérald R. Tremblay**, président de la Fédération des ordres professionnels de juristes du Canada, l'organisme coordonnateur des 14 ordres professionnels de juristes des provinces et territoires, a fait remarquer que la Fédération avait participé aux travaux du Comité d'action et que [TRADUCTION] « [l]e rapport du Comité d'action, notamment les recommandations concrètes qui y sont faites, contribue de manière substantielle à faire avancer les mesures visant à donner un meilleur accès à la justice à tous les Canadiens et à toutes les Canadiennes qui ont besoin du système de justice et y ont recours ». Toujours selon lui, « [l]a Fédération et les ordres professionnels de juristes du Canada s'engagent à faire leur part pour continuer de s'attaquer à ce

défi de taille et accueillent favorablement la contribution essentielle de tous les intervenants qui souhaitent atteindre le même objectif dans l'intérêt public. »

**Bob Ward**, président de l'Association des régimes d'aide juridique du Canada qui a aussi participé aux travaux du Comité d'action, a applaudi au rapport : [TRADUCTION] « Le rapport du Comité d'action fournit au système de justice canadien la feuille de route pour la réforme dont il a grand besoin. »

### **Personnes-ressources**

Professeur Trevor Farrow – [tfarrow@osgoode.yorku.ca](mailto:tfarrow@osgoode.yorku.ca)

Jerry McHale, c.r. – [mjmchale@uvic.ca](mailto:mjmchale@uvic.ca)

Mark Benton, c.r. – [Mark.Benton@lss.bc.ca](mailto:Mark.Benton@lss.bc.ca)

Rick Craig – [rick.craig@justiceeducation.ca](mailto:rick.craig@justiceeducation.ca)

Owen Rees – 613-996-9296

Rendez-vous au [www.cfcj-fcjc.org/collaborations](http://www.cfcj-fcjc.org/collaborations) pour consulter le document d'information sur le rapport définitif.



